



Au sommaire de ce numéro

Les enjeux et les grandes dates de la présidence allemande.....	2
Sarkozy n'a pas inventé tout seul le concept de l'immigration choisie.....	3
L'électricité nucléaire et le problème énergétique.....	3
Débat : réflexions sur le manifeste 2007 d'ATTAC.....	4 et 5
Agenda, Adresses utiles.....	6

L'automne de la démocratie ?

IMPORTANT

N'oubliez pas de renouveler votre cotisation à ATTAC si ce n'est déjà fait

(comme vous le savez, notre association a de gros problèmes financiers)

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.

Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre.

De trois lignes à une page.

Dans le respect des règles de toute publication, et dans la limite impartie (6 pages), nous les publierons.

Le prochain numéro sera bouclé fin mai : à vos plumes ! N'attendez pas le dernier moment...

Ce numéro vous a intéressé ? Ne soyez pas égoïste, faites en profiter vos amis.

Ceux qui ont voyagé en Inde connaissent bien les **trois petits singes** qui figurent souvent sur le fronton des temples hindouistes : l'un se bouche les oreilles, l'autre met ses mains devant ses yeux, le troisième se baillonne. Ne pas entendre, ne rien voir, ne rien dire.

Mais depuis quelques dizaines d'années **ces petits animaux veules et craintifs se sont reproduits**, ont envahi le monde jusqu'à constituer l'essentiel des populations de nos pays dits démocratiques.

Ce sont eux qui, humbles et soumis dans leur activité professionnelle, rentrent le soir à la maison, allument la télé pour leur dose quotidienne de propagande sournoise. A la lueur blafarde des écrans le teint prend une couleur de cendre, les programmes par leur insignifiance évoquent irrésistiblement le hublot d'un lave linge en plein travail : du mouvement avec des taches colorées. Et le cerveau s'engourdit, s'engourdit....

Ce sont eux qui chaque été partent en troupeau vers le néant des plages de rêve, vers quelques pays du Sud où ils confondront bien volontiers misère et exotisme.

Ce sont eux encore qui, à chaque fin d'année, se précipitent en foule dans les temples de la consommation pour acquérir une multitude de gadgets à l'utilité douteuse, souvent fabriqués par de quasi-esclaves.

Ce sont eux enfin qui, tout fiers d'eux-mêmes, se prêtent à des dates convenues à ce simulacre de démocratie que sont devenus les élections pour désigner des dirigeants dont l'appétit de pouvoir est une fin en soi, prêts à toutes les compromissions pour conserver le plus longtemps possible ces rituels grotesques qu'ils considèrent comme les signes de leur réussite : Gardes Républicains présentant les armes, avions privés, larbins de toutes sortes....

Et pourtant ces petits singes dont nous faisons tous partie à un moment ou à un autre, **on ne peut réellement dire qu'ils ne savent pas**. De brefs éclairs de lucidité les amène de temps en temps à prendre conscience, mais le soufflé retombe bien vite : la servitude volontaire est si confortable, le vide si fascinant, et puis il est si difficile de croire ce que l'on sait.

Nombreux sont ceux qui trouveront ce tableau pessimiste à l'excès. Peut-être, mais le risque est lui bien réel et il est bien temps de sonner le tocsin. **Il faut comprendre que la Démocratie ne constitue pas un état naturel** de la race humaine, elle doit en permanence être conquise, arrachée et c'est dans cette démarche de dépassement de lui-même que l'être humain réalise sa nature profonde, sa véritable humanité. Sinon la démocratie s'étiole, se vide de son sens, finit par disparaître et l'Expérience Humaine s'achemine vers un échec. C'est dans un tel processus que nous sommes aujourd'hui largement engagés.

Le danger est d'autant plus grand que **l'Humanité est simultanément confrontée à ce qui est probablement la crise la plus grave de son histoire : la question écologique**.

Pollutions diverses, raréfaction des ressources naturelles, la lutte promet d'être âpre, dans les années qui viennent, chacun exigeant sa part d'un gâteau de plus en plus maigre, et bien souvent plus que sa part. Si aucun principe régulateur bénéficiant d'une légitimité forte et universelle n'est institué, et seul l'idéal démocratique miraculeusement inventé en Grèce il y a plus de 2400 ans peut en constituer le socle, chaos et barbarie amplifiés par des capacités techniques sophistiquées scelleront la fin du chemin.

Cette situation ne comporte pas de solution miracle. **Seul un sursaut, une prise de conscience au niveau individuel et collectif peuvent encore renverser la tendance**. Plus nous attendrons plus cela sera difficile et plus douloureux seront les sacrifices imposés par notre inertie à ceux des générations futures qui souhaiteront se battre pour l'avènement d'un monde réellement humain.

A supposer que de tels individus persistent à exister...

Bernard Blavette

Union Européenne

Les enjeux et les grandes dates de la présidence allemande

(1^{er} semestre 2007)

L'Europe est pratiquement absente de la campagne présidentielle française et pour cause...

Les trois principaux candidats, qui cherchent à rassembler sur leur droite ou sur leur gauche (ou des deux côtés à la fois) doivent convaincre des couches de population qui ont voté "non" au référendum européen du 29 Mai 2005, alors que chacun d'eux s'est prononcé pour le "oui". On comprend que leur tâche ne soit pas facile et qu'ils préfèrent mettre ce thème en veilleuse.

Et pourtant...la question européenne surplombe maintenant toutes les autres puisque environ les trois quarts des lois françaises ne sont que la transcription de directives européennes dans le droit national. Même si ces directives sont le résultat d'un consensus préalable entre les gouvernements des Etats, ceci ne prouve-t-il pas que politique européenne et politique des Etats membres sont désormais indissociables?

Par ailleurs, l'Allemagne, qui assume la présidence du Conseil européen ce 1^{er} semestre 2007 semble bien déterminée à faire avancer le projet européen, et ceci nous concerne tous.

L'agenda de la présidence allemande comporte quelques dates importantes.

C'est le cas des **24 et 25 Mars**, jours de célébration du 50^è anniversaire du traité de Rome, lors à laquelle la présidence allemande, au nom du Conseil, de la commission et du Parlement européen a présenté la **Déclaration de Berlin**, et l'a fait voter par les 27 Etats.

Cette déclaration, très générale, **laisse perplexe.**

Bien sûr la paix semble établie en Europe, ce qui est capital.

Mais le bilan exhaustif des succès, principes et valeurs proclamés dans cette déclaration convaincront-ils grand monde?

En particulier, peut-on être d'accord avec cette affirmation "l'homme est au cœur de notre action" quand on constate tous les jours le nombre grandissant de ceux restés au bord de la route à cause des politiques néolibérales?

Qui osera encore rêver aux grands défis annoncés pour l'avenir, même les plus concrets tels que la volonté d'instaurer "le modèle européen qui concilie réussite économique et solidarité sociale" ou encore de "progresser ensemble dans le domaine de la politique énergétique et de la protection du climat"?

Par ailleurs, la crainte essentielle de voir réapparaître le TCE, lors de cette présidence allemande qui s'est donnée pour priorité de relancer le processus constitutionnel n'est pas vraiment écartée, la déclaration se limitant à parler de "l'objectif d'asseoir l'UE sur des bases communes renouvelées".

Or une véritable crise de confiance s'est développée entre les opinions publiques et l'Europe telle qu'elle se construit. En témoigne ce récent sondage (1) réalisé dans les grands pays de l'UE: France, Allemagne, Royaume Uni, Espagne et Italie qui établit que 44% des personnes interrogées jugent que leur vie s'est dégradée depuis l'entrée de leur pays dans l'Union, 25% seulement pensant qu'elle s'est améliorée. Sans surprise, ce sont les Britanniques les plus eurosceptiques (12% seulement pensent que l'UE leur a bénéficié, moins de 20% de Français, 21% d'Allemands, 23% d'Italiens et 52% d'Espagnols)

Ce sondage conclut néanmoins que ces personnes ne souhaitent pas pour autant que leur pays quitte l'Union.

C'est donc une refondation de l'UE qui semble être souhaitée par la majorité des européens pour "redonner un sens à cette belle aventure européenne"(2)

Les **21-22 Juin**, le Conseil européen se réunira pour examiner en priorité la **feuille de route** que lui présentera la présidence allemande, en fin de mandat.

Or, cette "feuille de route" fera le bilan des propositions élaborées pendant ce 1^{er} semestre 2007 pour relancer le processus constitutionnel européen. Si les travaux de la présidence allemande sur le sujet sont gardés secrets jusqu'à présent, c'est essentiellement pour ne pas perturber les élections françaises. Rappelons-nous que les instances européennes envisageaient, il y a peu de temps encore, de poursuivre la ratification du TCE dans les 7 pays qui ne se sont pas prononcés, voire à le représenter aux français et néerlandais. Les positions semblent avoir évolué puisque, selon des informations récentes, cette idée semblerait abandonnée au profit d'un nouveau "traité", voire d'une simple "réforme institutionnelle". Mais ne nous y trompons pas: l'intérêt essentiel du traité réside dans le fait qu'il sera plus facile à faire accepter par tous dans la mesure où il ne nécessite pas de référendum.. Mais quel en sera le contenu? Peut-on envisager, dans le contexte actuel, une remise en cause de l'orientation néolibérale de l'UE?

Ce nouveau texte sera ensuite présenté pour adoption aux gouvernements des 27 Etats membres qui se réuniront fin Juin en Conférence intergouvernementale (CIG). L'objectif étant d'aboutir à une solution avant les élections européennes de 2009, ce sont les présidences suivantes qui auront la charge de faire procéder à sa ratification par les populations de chacun des Etats membres.

La présidence française de l'UE (2^e semestre 2008) aura donc son rôle à jouer... nous aussi probablement, et si l'idée de "traité" ou "de réforme institutionnelle" se confirme, nous serons autorisés à penser que notre "non" au référendum a contribué à nous éviter la constitutionnalisation du système néolibéral.

(1)sondage réalisé pour le Financial Times dans la 1^{ère} quinzaine de Mars 2007.

(2) Francis Wurtz, leader de la GUE (gauche unitaire européenne) au Parlement européen.

Sarkozy n'a pas inventé tout seul le concept de « l'immigration choisie ».

En 2005, les gouvernements de l'UE se sont enfin penchés sur les problèmes de migrations.

Il s'agissait essentiellement de celle provenant d'Afrique et le but était alors d'aider les gouvernements locaux à fixer, grâce à des aides spécifiques, les populations locales sur leur sol.

Le 30/11/2006 (pourquoi si tard ?), dans une communication la commission au Conseil et Parlement européen, la commission découvrait l'intérêt d'une certaine immigration d'un point de vue économique pour le pays d'accueil ;

Sans le dire expressément, **il s'agit de se procurer une main d'œuvre bon marché.**

Des moyens seront mis en œuvre pour ce faire.

Voici des extraits du texte :

« . Les migrations peuvent aider à répondre aux évolutions des besoins du marché du travail et les aspects économiques de la politique migratoire devraient être pris en considération. Le 28 novembre 2006, le Conseil Ecofin a adopté des conclusions sur les politiques visant à accroître les avantages économiques que l'UE peut retirer de l'immigration. Comme il en est fait état dans le programme d'action relatif à l'immigration légale, et conformément aux objectifs de la stratégie européenne pour l'emploi, l'UE a décidé d'adopter pour les années à venir une approche à deux volets consistant à faciliter l'admission de certaines catégories d'immigrants en fonction des besoins (par exemple, travailleurs hautement qualifiés et travailleurs saisonniers) sans porter préjudice à l'application du principe de la préférence communautaire et à conférer à tous les travailleurs immigrés en situation régulière un statut juridique sûr qui leur soit en outre commun. »

Merci à l'UE de nous fournir une main d'œuvre bon marché, là, ou les mécanismes du marché, en l'absence d'une offre abondante de travailleurs, aurait du entraîner une hausse de leur rémunération !

Annik Bolard- Europe 92

L'électricité nucléaire et le problème énergétique

Il faut remercier Claude Vojtovic et les rédacteurs d' Angle d'ATTAC 92 d'avoir osé aborder cette question dans le numéro de janvier. L'électricité nucléaire est actuellement une « pomme de discorde » parmi les militants d'ATTAC, qui paralyse en partie le nécessaire débat sur le problème majeur de l'effet de serre et des perspectives de pénurie énergétique.

Je ne crois pas qu'on contribue à la solution des problèmes si on nie ou escamote les désaccords qui peuvent surgir entre nous, et je saisis cette occasion pour exposer très schématiquement mon point de vue, assez opposé (mais pas entièrement) à celui de C. Vojtovic.

Personne ne peut prétendre que l'électricité nucléaire constitue la panacée qui va résoudre l'ensemble des problèmes énergétiques et climatiques de la planète. **Mais**, avec ma formation d'ingénieur et après quelques années d'étude de ce problème, je conclus que, pour notre pays, **l'électricité nucléaire constitue l'unique « planche de salut » solide, si nous voulons à l'avenir continuer à bénéficier du libre accès à l'électricité sans aggraver la production considérable de CO2** que nous causons par notre circulation routière et nos chauffages.

Les énergies renouvelables doivent certes être développées, notamment pour la production de chaleur. Hormis l'hydraulique (dont les possibilités sont pratiquement terminées en France), il n'existe que deux sources « renouvelables » capables, dans l'état actuel des sciences et techniques, de produire de l'électricité : l'éolien et le photovoltaïque. Ces deux sources seront toujours soumises à l'irrégularité et aux caprices du climat. L'électricité ne pouvant être stockée en quantités appréciables, l'irrégularité de ces sources ne pourrait être compensée que par un recours massif aux combustibles fossiles (turbines à gaz notamment). C'est pourquoi ces deux énergies renouvelables me paraissent condamnées à un rôle secondaire, sinon marginal.

Sortir la France de l'électricité nucléaire sans accroître l'effet de serre ? Cela apparaît, pour tous les techniciens sérieux, comme tout à fait impossible dans la 1^{ère} moitié du 21^{ème} siècle, et assez peu vraisemblable dans la 2^{ème} moitié, sauf le cas de découverte scientifique majeure d'ici là.

Et pourquoi faudrait-il « sortir du nucléaire »? Certes, comme toute industrie, le nucléaire pose des problèmes : que faire des déchets?- quels sont les risques d'accident ?- le danger des radiations ?- quelles liaisons entre l'électricité nucléaire et les armes atomiques ? Il faut débattre de tout cela rationnellement, en s'appuyant sur les connaissances acquises, les chiffres vrais, en bannissant les mensonges et la culture de la peur.

Ma conclusion est assez opposée à celle de C.Vojtovic. Actuellement en France, l'électricité nucléaire est le seul moyen **écologique** d'assurer aux 60 millions d'habitants le libre accès à cette précieuse énergie qui fonde notre civilisation. La sagesse actuelle, c'est à mon avis de lancer sans tarder le prototype de réacteur de 3^{ème} génération (dit EPR) qui, après mise au point et généralisation, pourra prendre le relais des réacteurs actuels vieillissants. Mais c'est en même temps de prendre des mesures pour économiser l'électricité, même si cela paraît moins urgent que de freiner la consommation des énergies fossiles.

Je suis bien conscient du caractère très schématique des affirmations ci-dessus, qui doivent être expliquées et argumentées. Je souhaite que ce débat se développe au sein d'ATTAC, et je suis prêt à exposer mon point de vue dans toute réunion, interne ou publique, des groupes locaux d'ATTAC 92. Au choix des participants, l'exposé et le débat peuvent se limiter au problème de l'électricité nucléaire, ou concerner l'ensemble du problème énergétique, qui pose pour l'avenir d'autres problèmes difficiles, notamment la nécessité d'économies drastiques et de limitation de la circulation routière et aérienne.

Pour ces débats, on peut me contacter par téléphone : 01 4750 3461 ou par e-mail : mariehuf@neuf.fr

Georges HUFSCMITT

Ancien ingénieur de la construction automobile, membre du groupe local Meudon – Sèvres - Chaville

Le débat reste ouvert. Vous pouvez bien sûr réagir à ce point de vue (comme à tous les autres articles).

Réflexions sur le « Manifeste 2007 » d'ATTAC

J'ai lu le Manifeste d'ATTAC 2007 et reste dubitatif sur son efficacité mobilisatrice et ses capacités pédagogiques. On nous propose 104 « mesures », et certaines pourraient être dédoublées ... ce n'est pas « vendable » (...).

Mais mon malaise est plus profond.

Il vient de l'esprit qui anime notamment les textes de présentation. J'en ressors l'impression que **nous serions irrésistiblement la proie de forces maléfiques tant que nous n'avons pas vaincu une fois pour toute le capitalisme libéral**, comme si le processus qui y conduirait ne risquait pas d'engendrer lui-même d'autres genres de prédateurs (on a pourtant des exemples).

Avant donc ce moment historique, aucun progrès ne paraît possible, pas même celui qui pourrait résulter des contradictions internes du capitalisme lui-même : il peut avoir par exemple intérêt à préserver les stocks de ressources énergétiques naturelles (le débat est d'ailleurs engagé dans de grandes sociétés multinationales).

Point de compromissions donc et surtout pas avec la sociale - démocratie : tous les gouvernements se valent suggère l'édito du Manifeste ; et, comme par hasard, le seul homme politique français cloué au pilori, dans la présentation des 8 mesures, est Lionel Jospin.

Quant à l'Europe, alors que j'avais cru un moment qu'on s'attacherait à dépasser la rupture provoquée par la recommandation sur le vote du traité dit constitutionnel, les adhérents d'ATTAC sont invités à célébrer la « victoire historique » du NON et son « potentiel d'espoir » (édito du manifeste), c'est à dire sa capacité à rassembler autour d'un refus dont les motivations sont diverses et contradictoires !

Pour être à ATTAC il faudrait donc :

- **nier l'utilité des réformes**, qui ne pourraient d'ailleurs être obtenues que par de coupables compromissions ; c'est ainsi qu'on occulte tout signe actuel de progrès social qui conduirait à une réflexion plus fine sur les voies et moyens de faire évoluer la société.
- **magnifier le refus du Traité dit constitutionnel** comme un acte fondateur, et célébrer l'absence d'Europe en ressortant cette pratique gaullienne de la chaise vide « dans toutes les réunions européennes où sont discutées des mesures de libéralisation », c'est à dire partout, et en sous entendant par là que rien ne peut se faire sans la France. A noter que c'est d'ailleurs ce que vient de faire Chirac le 26 Janvier à Madrid... avec un résultat déplorable .
- **promouvoir à tous les niveaux, et sans en préciser les limites, la démocratie directe** . Il faut « à tout moment que les citoyens aient les moyens de bloquer des projets politiques trahissant leur attente » (III) ; accorder un « droit de veto des salariés et de leurs représentants sur les décisions qui les concernent directement, en particulier pour les licenciements » (III) ; instaurer le « référendum d'initiative populaire à tous les niveaux » (52) ainsi qu' un « droit de blocage par voie référendaire de mesures législatives ou réglementaires » (53). Voir également la référence à la constitution vénézuélienne. (56).

Voilà qui réduit très sérieusement la cible d'adhérents potentiels !

ATTAC, qui s'affiche pourtant comme « un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action », se trouve ramené au niveau d'un club de penseurs déconnectés du réel, donneurs de leçons au monde entier, s'adressant aux peuples par dessus les structures que les pays tentent de mettre en place pour assurer tant bien que mal leur indépendance par la création de nouveaux rapports de forces.

C'est pourtant en s'appuyant sur la réalité de ces rapports de force aujourd'hui, en analysant les reculs et les avancées, qu'on peut dresser l'inventaire d'un possible, compréhensible et crédible, en vue d'un monde meilleur.

Le réel est complexe; il n'est heureusement ni noir ni blanc . Nous ne vivons pas dans un monde binaire (sauf pour M. Bush) .

Les traités européens par exemple, tels qu'ils sont, ont amélioré les conditions de vie de beaucoup de gens , en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Grèce et sans doute bientôt en Bulgarie ou en Roumanie : pourquoi d'ailleurs ces pays et d'autres voudraient-ils y adhérer ? On peut certes se poser des questions : quel en est le prix pour nous, et, dans les pays en question, comment se fait la redistribution de la richesse produite ? Mais pour trouver les bonnes réponses il ne faut pas tout rejeter, sous peine de n'être plus crédible.

Les gouvernements sociaux-démocrates ont coopéré avec « le Mal » et Jospin a commis des fautes, (il est seul cité dans le texte et seulement pour ses bêtises!) : d'accord ! Mais il y a eu les 35h, la CMU, le RMI, les emplois-jeunes...

Peut-être, pour certains, n'est-ce pas bon à dire en période électorale ? Mais si nous prétendons rester neutre dans la campagne nous n'avons ni à soutenir un candidat ni à le montrer du doigt.

Même aujourd'hui, et grâce à la campagne électorale, le débat est engagé sur la démocratie participative (cela devrait nous faire chaud au cœur), sur le droit opposable au logement, sur la réduction des émanations de CO2, sur le revenu de solidarité active.

Sur ce dernier point les mesures proposées par Martin Hirsch et débattues au cours d'une réunion organisée à Sèvres l'an dernier par SNC sont aujourd'hui reprises presque intégralement par Royal et Bayrou.

Ils ne sont pas crédibles, me diront les esprits chagrins, vous verrez... ! Que peut-il venir de bons de sociaux-libéraux ou libéraux-sociaux ? Bien sûr qu'il faut voir et donc suivre et contrôler les engagements pris. Mais pour cela il faudrait déjà reconnaître qu'ils les ont pris.

Cette tendance au manichéisme et au repli souverainiste se retrouve hors d'Europe, au niveau de la planète, où la encore, on nie toute action bénéfique de structures intermédiaires.

L'OMC doit certes être réformée, voire même supprimée, mais a-t-on remarqué l'intérêt qu'y portent certains pays en développement, comme récemment le Vietnam. Ils espèrent pouvoir ainsi peser sur les pratiques protectionnistes des pays riches. Cela mérite réflexion, à moins d'admettre que nous avons le monopole de la lucidité que, seuls, nous sommes capables de démonter les mécanismes d'un libéralisme dont ils seraient inconsciemment les victimes.

On revendique de sortir de l'OCDE (6), de l'OTAN et de refuser « les logiques militaristes et sécuritaires de la politique européenne » (96) ? Il faut plus généralement « dénoncer les traités de libre-échange » (2) . Mais de quels traités on parle et qui les dénoncent ? et, nos censeurs imposent aux « accords bi ou multilatéraux » des conditions telles pour les classer dans le camp de l'anti-libéralisme (4) qu'aucun sans doute ne résisterait à leur analyse : ainsi de l'APEC ou du Pacte andin, aux premières loges pourtant contre l'impérialisme américain.

Dans le discours qu'on nous sert de tels traités ne sont même pas cités. Tout indique qu'ATTAC s'adresse en réalité aux peuples en passant au dessus.

Seuls subsistent les Etats-Nations et l'ONU, comme si le monde était une fédération de grands villages souverains, comme s'il n'y avait pas d'intermédiaires possibles entre un gouvernement mondial et le souveraineté des Etats.

Or nous savons que, pris individuellement, ces Etats, la France comprise, seront broyés par les ensembles économiques plus vastes qui se mettent en place s'ils n'acceptent pas d'y adhérer eux-mêmes, ou posent des conditions inacceptables par la majorité des autres. Il en sera ainsi quelles que soient les « recommandations » de l'ONU. La politique de la chaise vide n'est pas payante.

Contre le capitalisme libéral, qui hait les frontières, nous devons défendre ces nouvelles frontières que sont les traités et les regroupements libres de nations, en nous gardant de donner trop vite des leçons sur ce qu'ils devraient être, en nouant avec leurs représentants des relations qui permettent à la fois de mieux les comprendre, et d'en tirer les leçons.

En conclusion, je suis sûr qu'il ne faut croire ni au Grand Soir, ni à la France Eternelle.

Il faut tenter d'apporter, pas à pas, plus de bonheur à l'humanité, dès aujourd'hui, sans perdre de vue bien entendu qu'il faut suivre une ligne, celle qui passe par la disparition progressive des forces prédatrices qui nous gouvernent actuellement tout en restant vigilants sur celles qui pourraient les remplacer.

Loin de moi l'idée de sous-estimer le débat idéologique, mais il est ici très mal engagé ; le thème de la « filière 7 » de l'Université d'été d'ATTAC 2007 (b) me paraît heureusement à cet égard d'un autre niveau.

Est-il encore possible de souhaiter un nouveau manifeste qui analyserait objectivement ces rapports de forces d'aujourd'hui, dans leur complexité, qui retiendrait les acquis et chercherait comment aller plus loin en proposant non pas 104 mais 10 mesures mobilisatrices et porteuses d'espoir (a).

Motivés pour défendre avec ténacité ces 10 mesures, nous en surveillerions la mise en œuvre, avec la collaboration de tous ceux qui y croient et sans exclusive.

Maurice Badiche (10/02/07)

(a) Le choix de ces mesures est le seul débat intéressant à propos du manifeste. Le débat idéologique, doit être renvoyé en des temps et lieux plus adaptés (colloques divers, université d'été...). Il doit être à la fois diversifié et contradictoire.

Parmi les mesures prioritaires, je verrais volontiers la condamnation, chez nous pour le moins, du système constitutionnel qui prévoit l'élection d'un Président omnipotent par le suffrage universel. Avec l'emprise croissante des médias sur l'opinion, il est à la source de tous les populismes. Le référendum est un excellent instrument pour faire valoir des idées et des programmes, mais pas des hommes. Sinon c'est un plébiscite.

Il est étrange à cet égard qu'une disposition de la constitution vénézuélienne (mesure 56) soit donnée comme exemple, sans préjuger de l'ensemble, et alors que le président Chavez demande que « la réélection au Venezuela soit indéfinie afin que le peuple [ndlr: et non la Constitution] dise quand doit prendre fin le mandat d'un président ». Une possibilité de référendum révocatoire, certes, mais après une élection à vie ! . Curieux exemple de démocratie sous la plume d'ATTAC : un Président tout-puissant qui ne peut être révoqué que par le peuple, sans intervention des corps intermédiaires, cela s'appelle une dictature populiste... d'autres appellent cela peut-être la démocratie directe ! Est-ce notre modèle ?

(b) Filière 7: « Préserver et développer la diversité culturelle contre le formatage des esprits. D'une part seront abordées les questions relatives à l'idéologie, au rôle des représentations, aux représentations et rapports sociaux (Marx, Durkheim, Weber, Bourdieu, Godelier, etc.). D'autre part seront étudiés aussi les rapports aux médias et la politique culturelle. »

Une réaction de Daniel Cordova (Montrouge).

L'auteur a raison de s'opposer à la politique de la chaise vide vis-à-vis des instances européennes quand elles discuteraient de politiques de libéralisation ; cette proposition fleure trop l'attitude de de Gaulle de 1965-1966, d'ailleurs mentionnée, et elle serait à coup sûr contre-productive. Il a tort, en revanche, de minimiser ce que le Manifeste suggère en matière de luttes européennes et de construction de rapports de forces susceptibles d'infléchir ces fiches politiques européennes. Il a raison de dire qu'il serait préférable d'améliorer une liste de dix propositions plutôt que de tenter de populariser (mission impossible) un catalogue qui en comprend plus de cent ! Il a aussi raison de reprocher au texte de ne dénoncer que L. Jospin, mais il a tort de sembler vouloir que la France tente d'aménager les traités existants : ils sont à l'origine de la dynamique néolibérale folle de l'UE d'aujourd'hui, et ne sont pas réformables, à mon humble avis. On peut, bien sûr, en extraire ce qu'ils ont pu produire de positif, mais M. Badiche se trompe quand il dit que les nouveaux Etats membres verront leur niveau de vie s'améliorer comme ce fut le cas pour l'Espagne, le Portugal, la Grèce ou l'Irlande, parce qu'il semble oublier que le budget européen adopté pour cinq ans ne leur attribuera que des cacahuètes, alors que le prix de leur adhésion consiste à supprimer des dizaines, voire des centaines de milliers d'emplois, de sabrer une tripotée de prestations sociales, de privatiser massivement, j'en passe et des pires.

Agenda

- 4 avril** **20H30** **Montrouge**, réunion-débat publique, gratuite et conviviale
Le logement
7, rue Sadi Carnot Montrouge
- 14 avril** **de 15h à 18 h** **Genevilliers**, conférence-débat
« Une loi-cadre contre les violences à l'égard des femmes »
Espace grésillons, rue François Kovac (au fond de la rue près de la Poste)
réunion organisée par le Collectif national Droits des femmes, Asnières commune vivante, ATTAC Asnières-Bois colombes- Clichy- Genevilliers-Levallois-Villeneuve la Garenne.
- 3 mai** **20H30** **Montrouge**, réunion-débat publique, gratuite et conviviale
L'Europe
7, rue Sadi Carnot Montrouge
- 5 juin** **20H30** **Montrouge**, réunion-débat publique, gratuite et conviviale
Les indicateurs de richesse
7, rue Sadi Carnot Montrouge

ATTAC 92 : les adresses utiles

Siège social: 53, boulevard Henri sellier 92150 Suresnes. attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92>

Composition du bureau :

président : Guy Gourevitch ;
secrétaire général Bernard Blavette ;
trésorier Hubert Guérinet.
Jacques Pinoteau est secrétaire général adjoint.

Chargés de mission :

Correspondant électronique local : Jean-Claude Matarosso jcm1@laposte.net
Gestion du fichier : Nicolas Lasman
Responsable du journal angle d'ATTAC : Jean-Paul Allétru (jean-paul.alletru@wanadoo.fr).
Responsable du site ATTAC92 : Jean Louis Montel 01 43 34 83 69 jean-louis.montel@tiscali.fr
Merci de signaler votre départ du 92, votre changement d'adresse, votre changement de courriel ,votre arrivée dans un nouveau groupe de proximité au courriel du Comité Local : attac92@attac.org

Commissions :

- Europe : Marie Catherine DESAULTY 01 43 50 74 64 mc.desaulty@free.fr
- Energie : Claude VOJTOVIC linette12@infonie.fr
- Manifeste : Michel Berger michel-berger@wanadoo.fr

Bulletin d'adhésion 2007

NOM (en capitales) :PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)
Date de naissance :Profession :
Adresse :Code postal :Ville :Pays : Téléphone fixe :
..... Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2007 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 12 €	de 450 à 900 € : 20 €	de 900 à 200 € : 34€	de 1 200 à 1 600 € : 45 €
	de 1 600 à 2 300 € : 60 €		de 2 300 à 3 000 € 70 €	de 3 000 à 4 000 € : 100 €
	au-delà de 4 000 € : 130 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal
par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :
signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60646 Chantilly cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 103, Avenue Achille Péretti – 92000 Neuilly

Responsables de la publication : Guy Gourevitch (guy.gourevitch@freesurf.fr), Bernard Blavette (bernard.blavette@wanado.fr)